

# TAXATION

## Définition

Procédé par lequel les pouvoirs publics fixent un prélèvement obligatoire sur une opération économique.

## Explication

La taxation n'est donc pas basée sur un revenu, mais sur une production de biens ou de services et sur leur consommation.

**Pour la politique climatique, la taxe est appelée, en général, taxe carbone ou éco-taxe.**

En France, il s'agit d'une contribution Climat-Energie qui est incluse dans les taxes sur les énergies fossiles.

## Indicateurs

L'importance des taxes de nature écologique peut être mesurée par la **proportion de ces taxes parmi l'ensemble des prélèvements obligatoires**.

Cette importance peut être mesurée aussi par le **rapport entre la valeur totale de ces taxes et le PIB**.

Ces mesures permettent des comparaisons internationales sur le caractère plus ou moins « vert » de la *fiscalité* de chaque pays et sur leur évolution.

## Tendances

- La prise de conscience des problèmes environnementaux implique une **progression des taxes écologiques parmi l'ensemble des prélèvements**.

Cette évolution est plus ou moins prononcée selon les pays. D'après l'OCDE, ces taxes représentent environ 2 à 2,5 % du PIB en moyenne et environ 90 % des recettes proviennent des taxes sur les carburants et les véhicules à moteur.

- **En France**, d'après le Commissariat Général au *développement Durable*, « en 2011, les taxes environnementales se sont élevées à 40 milliards d'euros, soit 1,9 % du PIB, niveau nettement inférieur à la moyenne européenne qui s'établit à 2,4 % du PIB. Elles constituent 4,2 % des *prélèvements obligatoires* en France, contre 6,2 % en moyenne européenne ».

## Enjeux

Comme il semble que les taxes environnementales aient un rôle positif dans le changement de comportement, l'enjeu est donc de les développer. Toutefois, cela pose d'autres problèmes :

- **Sur quels acteurs faire peser ces taxes ?** Les transporteurs routiers ? Vous avez sans doute vu à quel point cela pouvait être difficile d'imposer une taxe comme celle-ci (manifestations diverses, blocage des routes, etc.).
- **Quel taux pratiquer ?** Car le deuxième enjeu est de savoir, dans une économie ouverte sur l'extérieur, si les entreprises peuvent supporter des taxes en plus face à la concurrence internationale ? Les entreprises concernées ne risquent-elles pas de devenir moins compétitives que leurs concurrentes non taxées ?

Un des **avantages de la taxe est que son produit peut être utilisé par l'État (principe dit du « double dividende »)**. Cette utilisation peut être variée : réduire d'autres taxes, utiliser ces recettes supplémentaires pour accorder différentes subventions, etc.

## Erreurs Fréquentes

- Prendre l'importance de la *taxation* écologique comme une mesure des efforts faits par un pays pour protéger l'environnement et oublier ainsi tous les autres instruments y compris les subventions diverses (par exemple pour les énergies « propres »).

## En savoir plus

Écouter l'interview de Roger Guesnerie : [Dossier : Les défis de l'écologie. Copenhague : un défi économique ?](#)

Roger Guesnerie est professeur au Collège de France. Il a récemment codirigé avec Henry Tulkens l'ouvrage *The Design of Climate Policy* (MIT Press, 2009) et a rédigé avec Thomas Sterner une tribune publiée dans *Le Monde* le 20 novembre dernier, intitulée « Fixons à 2050 la réduction de 50 % des émissions de CO2 ».

Voir, en particulier : [Marché, taxes ou normes : quels outils privilégier ?](#)

Sources : d'après <http://ses.webclass.fr/>  
(+ mise à jour et modifications)